

DETTE, IMPÔT, DÉPENSES PUBLIQUES, COÛT DU TRAVAIL : FACE À L'OFFENSIVE NÉOLIBÉRALE, QUE FAIRE ?

À l'image de sa réforme inutile et injuste des retraites, le gouvernement veut s'engager dans une baisse des dépenses publiques à marche forcée. Il martèle qu'il n'y a pas d'autre solution que réduire les impôts et les dépenses publiques. Or, les enjeux sociaux et écologiques nécessitent une véritable transformation à rebours des politiques néolibérales. Pour y faire face, des financements suffisants sont nécessaires. Ils nécessitent de sortir de la logique d'accumulation capitaliste et des impasses anti-sociales et destructrices de l'écologie. C'est à cette condition qu'une véritable justice fiscale, sociale et écologique est possible.

L'épouvantail de la dette publique

Déficits, dette : de quoi parle-t-on ?

Le discours culpabilisateur néolibéral est bien rodé : depuis 1974, le budget de la France est déficitaire, nous vivons au-dessus de nos moyens, la dette publique est trop élevée, elle pèsent sur nos enfants, la charge de la dette nous paralyse et pèse sur le budget, etc. Pour relancer l'activité économique, il faut réduire drastiquement les dépenses publiques sans pour autant augmenter les impôts.

Commençons par définir les termes. Déficit et dette publics sont deux notions distinctes qu'il ne faut pas confondre. Le déficit public correspond à un solde annuel négatif du budget des administrations publiques, les dépenses étant supérieures aux ressources. Un déficit est donc annuel alors qu'une dette est une accumulation de déficits sur plusieurs années. Le déficit est un flux et la dette est un stock.

Plusieurs raisons expliquent la hausse de la dette publique. **Les investissements publics en expliquent évidemment une partie.** Ils sont liés à de nombreux facteurs : besoins en matière de transport ou de communication, impact de la démographie qui se traduit par un besoin en investissement dans l'éducation, la dépendance perte d'autonomie, etc.

La succession de différentes crises en expliquent une bonne part. Il en va ainsi des crises pétrolières des années 1970 et du début des années 1980, la crise immobilière du début des années 1990, la crise boursière du début des années 2000, la crise des subprimes de 2008-2009, la crise du Covid en 2020 et récemment la guerre en Ukraine.

La dépendance aux marchés financiers constitue une autre explication : à la fin des années 1980 et dans les années 1990, le niveau élevé des taux d'intérêt a alimenté la dette publique.

La baisse de certains impôts (notamment les impôts des plus riches et des entreprises) intervenue depuis une vingtaine d'années a plombé les recettes sans pour autant « ruisseler » sur l'économie.



Des solutions, il y en a !

La question de la dette publique ne doit pas être instrumentalisée et nuire à la prise en charge des besoins. La priorité absolue c'est un véritable partage des richesses et d'éviter l'austérité dont les dégâts humains, écologiques et économiques sont connus. La dette publique n'est pas mauvaise en soi : il est légitime de financer les investissements publics par du déficit public. Dans la période, le besoin en investissements, dans la transition énergétique est crucial.

C'est pourquoi, il faut **que les banques centrales contribuent à financer la dette publique, pour la réguler et qu'elle ne soit pas totalement dans les mains des marchés financiers ;**

— **une véritable réforme fiscale qui permettrait d'éviter que la baisse des recettes ne soit de facto payée sous forme de politique d'austérité par la population.**

Par ailleurs, **que la banque centrale européenne (BCE) annule la part de la dette publique qu'elle détient ;**

— **que la BCE et les banques centrales nationales puissent financer directement**

les déficits publics par création monétaire. Elles doivent pouvoir le faire à partir d'objectifs économiques, sociaux et écologiques.

Y a-t-il trop d'impôts ou pas assez de justice fiscale ?

Face à un discours trompeur, une véritable pédagogie s'impose

Invoquant la nécessité d'être plus compétitif, le discours néolibéral martèle qu'il faut baisser les impôts ? Selon lui : une baisse des impôts permettrait de dégager des marges de manœuvre pour les entreprises, les investisseurs et les ménages, ce qui relancerait l'activité économique et ferait baisser le chômage. Toujours selon lui, la priorité est de baisser les impôts des grandes entreprises et des riches, puisque ce serait eux les agents économiques qui peuvent le mieux relancer l'économie.

Ce discours est particulièrement trompeur puisqu'il n'évoque pas les conséquences d'une baisse des prélèvements obligatoires. Les baisser suppose inévitablement de ne plus assurer la même couverture en matière de services publics (voire d'en privatiser) et de protection sociale. Dans les pays où le taux de prélèvements obligatoires est inférieur à celui de la France, les services publics sont en effet moins développés, ce que prend charge la Sécurité sociale en France y est gérée par des organismes privés, comme les fonds de pension pour les retraites ou les assurances santé privées. Dans ces pays, pour avoir la même contre-partie qu'en France, il faut alors payer des cotisations « privées ». Mais ces systèmes privés sont plus et inégalitaires puisque les meilleures couvertures sont aussi les plus chères.

Or, le système fiscal et de prélèvements, les services publics et la redistribution opérée par la protection sociale réduisent considérablement les inégalités et le taux de pauvreté en France. Sans cela, le taux de pauvreté de 14,6 % en 2019, aurait atteint 22,2 %.

Une réforme fiscale pour un meilleur partage des richesses !

Les réformes fiscales de ces dernières années ont plombé les recettes publiques, nourri les inégalités puisqu'elles ont été principalement ciblées sur les plus riches et dégradé le consentement à l'impôt. En effet,

la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, l'instauration du prélèvement forfaitaire unique (PFU) et la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) ont boosté les distributions de dividendes et les profits de quelques-uns. Il est donc urgent de : **revenir sur ces réformes ;**

— **procéder à une revue des niches, fiscales et sociales, dont le coût global avoisine les 200 milliards d'euros afin de supprimer les moins efficaces et les plus injustes ;**
— **mettre en place un rééquilibrage pour rehausser les impôts directs et renforcer la progressivité du système fiscal. Cela passe par un élargissement des assiettes permis par la revue des niches, par une revalorisation de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu et des impôts patrimoniaux (avec, pour ces deux derniers, un renforcement de leur progressivité).**

Mais cette réforme fiscale doit aussi se penser au niveau international avec par exemple : **une taxation unitaire qui permettrait de neutraliser une grande partie des schémas d'évasion fiscale ;**
— **une taxe sur l'ensemble des transactions financières. Dans ce cadre, une fiscalité écologique relevant la taxation du carbone pourrait être instaurée car juste.**

Face à une fraude fiscale d'ampleur (au moins 80 milliards d'euros en France par an), il faut un renforcement de l'ensemble des moyens humains (l'administration fiscale doit retrouver les 3 000 à 4 000 emplois supprimés dans les services de contrôle fiscal), juridiques (une liste noire des paradis fiscaux élargie avec la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs « anti-abus » efficaces) et matériels. Il en va de même au niveau international avec le renforcement de la coopération ou encore l'instauration d'un cadastre financier européen voire mondial par exemple.

Défendre les dépenses publiques, donc les services publics et la protection sociale

Sortir des malentendus...

Les néolibéraux n'évoquent l'action publique que sous l'angle de la dépense. L'État dépendrait trop, la sécurité sociale coûterait des milliards, etc. Cette dépense publique nuirait à l'économie.

Il faut le répéter, encore et toujours : en réalité, l'écart dans les niveaux de prélèvements obligatoires et de dépenses publiques entre les différents pays s'explique par l'importance des dépenses sociales publiques et des services publics que l'on souhaite.

La dépense publique est un facteur de l'amélioration des conditions de vie des populations. Elle finance des services publics qui



respectent des principes d'égalité de traitement et d'accessibilité au bénéfice de toute la population. Un meilleur financement, qui serait permis grâce à une réforme fiscale juste, permettrait de renforcer le rôle des dépenses publiques pour développer des services publics de proximité, accessible au plus grand nombre, et une protection sociale de haut niveau.

Le travail coûte-t-il trop cher ?

Réduire les « charges », l'obsession néolibérale

En matière de « coût du travail », l'idéologie néolibérale met l'accent sur le coût, autrement dit la rémunération, du travail et sur la partie socialisée des revenus et des salaires (les cotisations), laquelle finance le système de Sécurité sociale. Solidaires conteste cette vision libérale qui présente les cotisations sociales comme des charges sociales alourdissant le coût du travail.

Si ces allègements de cotisations sociales procèdent de la volonté des gouvernements successifs de baisser le « coût du travail » pour, du moins officiellement, favoriser la création d'emplois, le bilan de cette politique fait par le Comité de suivi des aides publiques aux entreprises et engagements, rattaché lui aussi à France Stratégie en dresse un constat sévère.

Ces dispositifs présentent en outre des effets pervers puisqu'ils incitent des employeurs à maintenir les salaires en dessous des seuils d'exonération, ce qui crée des trappes à bas salaires, maintient les inégalités et alimente la précarité. Précisons enfin que le coût de ces allègements (que l'on peut nommer « niches sociales ») n'a cessé de croître : il aurait quasi doublé depuis 2013 pour atteindre plus de 90 milliards selon la Cour des comptes. En s'attaquant au « coût du travail », les néolibéraux tentent

de faire coup double : s'appropriant une plus grande part de la valeur ajoutée et appauvrir le système de Sécurité sociale pour accroître les parts de marché du secteur privé.

Rétablir le salaire socialisé des salarié·es

La priorité est de rappeler l'évidence : c'est le travail qui crée la richesse, il est donc une richesse dont la rémunération est pleinement justifiée. La part des salaires dans la valeur ajoutée doit progresser, par la liquidation des « niches sociales, comme préconisé ci-dessus, l'augmentation des cotisations sociales patronales, et par une revalorisation des salaires, en priorité des plus bas salaires. Un écart maximum des salaires et de l'ensemble des revenus doit être prévu (pour Solidaires de 1 à 5) », la progressivité de l'impôt sur le revenu que nous préconisons pouvant l'assurer en dernier ressort. Si la question de la rémunération du travail ne concerne pas seulement celle des allègements de cotisations sociales, ceux-ci sont au cœur des politiques néolibérales. Ils doivent être supprimés. Pour Solidaires, les cotisations sociales (part employeur comme part salarié·e) font partie intégrante de la rémunération des travailleuses. S'agissant de la rémunération du travail, ces cotisations appartiennent aux salarié·es et ne sauraient être allégées ou exonérées. Elles sont le salaire socialisé des travailleuses.

Telles seraient les mesures les plus adaptées pour assurer un « partage de la valeur », loin de ce que préconise le gouvernement en voulant étendre les mécanismes liés au partage du profit qui ne correspondent nullement aux enjeux et aux attentes des salarié·es.